



Trudeau vient chercher les armes à feu des Canadiens

- Andrew Miiller
- [09/12/2022](#)

Après qu'un tireur dérangé a ouvert le feu en Nouvelle-Écosse en 2020, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a interdit 1 500 modèles d'armes à feu « de qualité militaire » et s'est engagé à les racheter à leurs propriétaires. Aujourd'hui, le gouvernement de gauche du Canada se prépare à lancer la première phase de son programme de rachat obligatoire, mais plusieurs provinces et territoires affirment qu'ils n'apporteront pas leur aide.

- Le 1^{er} décembre, le gouvernement provincial de la Saskatchewan a présenté la *Saskatchewan Firearms Act* [Loi sur les armes à feu de la Saskatchewan], qui vise à « protéger les droits des propriétaires légitimes d'armes à feu » contre la législation fédérale sur le contrôle des armes à feu.
- Les responsables de l'Alberta, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et du Yukon affirment qu'ils ne disposent pas des ressources de la Gendarmerie royale du Canada pour les confiscations d'armes.

Le vrai but : M. Trudeau a assuré les Canadiens que les réformes gouvernementales des lois sur le contrôle des armes à feu ne priveraient pas les chasseurs des fusils qu'ils utilisent, après que le gardien de but de hockey professionnel Carey Price se soit prononcé contre les changements proposés. Pourtant, dans un mémo sur le projet de loi sur le contrôle des armes à feu, la Fédération nationale des policiers souligne que le projet de loi C-21 « vise principalement les propriétaires légaux d'armes à feu qui ont respecté les règlements, plutôt que de s'attaquer aux causes profondes de la violence par arme à feu et des crimes violents ». La Coalition canadienne pour les droits des armes à feu a fait remarquer que si Trudeau met son plan à exécution, « la propriété canadienne des armes à feu subira le coup le plus dur de son histoire », et l'*Institute for Legal Action* [Institut pour l'action juridique] a noté que « le véritable but de Trudeau » est « d'interdire complètement la possession légale des armes à feu ».

La tyrannie montante : De nombreux gauchistes américains souhaitent que leur pays mette en place un contrôle des armes à feu à la manière de Trudeau, mais ils ont moins de succès que les gauchistes canadiens, car le deuxième amendement de la Constitution américaine garantit que « le droit du peuple de garder et de porter des armes ne sera pas enfreint ». Il n'est pas nécessaire de connaître beaucoup d'histoire pour comprendre pourquoi les politiques de contrôle des armes à feu de Trudeau sont dangereuses pour toute société libre.

José Niño, de l'Institut Mises, a noté que « l'Union soviétique a laissé sa marque comme l'un des régimes politiques les plus meurtriers de l'histoire de l'humanité. Cependant, elle ne pouvait s'en tirer avec de telles atrocités sans avoir le monopole complet de l'usage de la force. Pour maintenir sa main de fer, l'Union soviétique a dû se tourner vers la forme la plus éprouvée de répression—la confiscation des armes. Le 10 décembre 1918, le Conseil des commissaires du peuple a exigé que les citoyens soviétiques rendent leurs armes à feu. Le non-respect de cette obligation entraînait des poursuites pénales. »

Mentalité anarchique : Cuba communiste, l'Allemagne nazie, la Chine rouge, l'Union soviétique et de nombreuses autres dictatures au cours de l'histoire se sont appuyées sur « la forme de suppression la plus éprouvée » pour contrôler les gens. Aujourd'hui, la gauche radicale, tant au Canada qu'aux États-Unis, montre de plus en plus sa tendance à imposer sa volonté au public.

Dans son article de 2018, « [Sauver l'Amérique de la gauche radicale—temporairement](#) », le rédacteur en chef de la

Trompette, Gerald Flurry, a écrit : « La plupart des républicains ne réalisent pas à quoi ils ont affaire : des gens qui se sont *absolument engagés* à détruire le gouvernement de ce pays ! [...] L'état d'esprit derrière les démocrates radicaux est exposé lorsque vous regardez leur gestion d'un autre problème : le contrôle des armes à feu. Chaque fois qu'il y a une fusillade à l'école, avant même que les faits ne soient connus, ils se mettent immédiatement à réclamer l'interdiction des armes à feu. Après la plus récente fusillade, ils ont financé des groupes d'étudiants et encouragé les étudiants à se révolter contre les autorités. Ils ne veulent pas seulement augmenter l'âge d'achat ou restreindre la vente de quelques types d'armes ; ils veulent éliminer toutes les armes. »

La récupération des armes par Trudeau nous donne un aperçu de ce que veut l'administration Biden aux États-Unis.